



**Nous avons besoin d'un plan de rupture,
pas d'un énième plan de relance !**

La rentrée sociale revêt un caractère totalement inédit.

Aux conséquences sanitaires dramatiques de l'épidémie et aux effets de la crise économique sur l'emploi, s'ajoute une succession de mesures de régression sociale mise en œuvre par le gouvernement, dans l'intérêt du patronat et des plus riches.

Pourtant, d'autres choix sont possibles :

- La semaine de 32 H avec un SMIC revalorisé
- **L'arrêt de la précarisation des emplois privés et publics**
- Le renforcement des solidarités : 100% Sécu et un système de retraites solidaire par répartition
- L'arrêt des suppressions d'emplois avec des plans d'embauche à la hauteur des besoins dans le privé comme dans le public
- **Un soutien aux entreprises qui s'engagent pour l'emploi, dans le respect des valeurs sociales et environnementales**

IL FAUT IMPOSER UN CHANGEMENT NECESSAIRE !

**Les organisations CGT, FSU et Solidaires,
appellent à un rassemblement
le **jeudi 17 septembre à partir de 17h**
Place Urbain V à MENDE**



Avec 100 milliards d'Euros, Jean Castex annonce une série de mesures pour relancer l'économie française après le confinement. Il ne fait en réalité que répondre aux demandes du MEDEF, sans répondre aux urgences sociales que connaît le pays et à la nécessaire bifurcation écologique.

L'orientation générale de ce plan est donc un soutien aux entreprises, y compris les plus grosses qui n'ont pas toutes des problèmes de trésorerie. Ce sont donc 20 milliards (un cinquième du plan) qui seront consacrés à la réduction des « impôts de production ». Cette baisse d'imposition était déjà en gestation avant la crise Covid et est une demande ancienne du MEDEF. Pourtant les politiques antérieures de réduction de la fiscalité des entreprises ont rarement favorisé les investissements utiles et ont surtout servi les profits des actionnaires.



De même, les sommes allouées aux minimas sociaux et aux personnes les plus précaires sont ridicules par rapport à ce qui est offert aux entreprises : 1 milliard d'euros (hausse de l'allocation de rentrée et repas à un euro en restaurant universitaire, aide aux associations et à l'hébergement d'urgence...) soit 1% du budget du plan de relance ! La baisse de la fiscalité sur les entreprises et l'absence de réforme fiscale qui s'attaquerait aux profits sont un obstacle pour mettre en œuvre une transformation écologique de la société. Elle prive un peu plus l'Etat et les collectivités de fonds pour modifier en



profondeur les modes de transport, de production, d'agriculture et de logement, autant qu'elle empêche de développer les services publics qui ont pourtant montré leur importance ces derniers mois. Elle rend d'autant plus difficile la création de centaines de milliers de nouveaux emplois, non délocalisables nécessaires pour la transition écologique et les services non marchands.

Collectivement, nous sommes capables de proposer un autre plan pour que le « monde d'après » soit bien meilleur que le monde d'avant !

